

La Suisse en Europe : quelles menaces? 1re partie

Autor(en): **Weck, Hervé de**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **138 (1993)**

Heft 2

PDF erstellt am: **21.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-345272>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

La Suisse en Europe: quelles menaces? (1)

Par le colonel Hervé de Weck

«Si je vivais dans un pays où la majorité voie surtout le bien de la guerre, je me ferais un devoir de mettre l'accent sur ses méfaits.»

Henry de Montherlant

Cette appréciation de la situation internationale, au début de l'année 1993, doit beaucoup à Claude Smadja, actuel directeur de l'Information à la Radio-télévision suisse romande, qui parlait à Porrentruy, en novembre dernier, de l'avenir économique au cours d'un «apéritif d'affaires» organisé par une grande banque. Cet éclairage politico-stratégique exploite également les données du professeur Stürmer de Munich, qui s'exprimait à Zurich le 26 octobre, et celles fournies par le professeur Gasteyger¹ dans un magistral exposé à Fribourg, le 12 novembre, devant la fleur du monde politique fribourgeois et un parterre de hauts fonctionnaires de l'administration cantonale.

Le divisionnaire Louis Geiger², chef d'état-major de l'instruction opérative, avait organisé cette rencontre, car il tient à ce que politiciens et militaires parlent ensemble de sécurité. Le conseiller fédéral Kaspar Villiger était venu dire aux autorités fribourgeoises sa vision de la menace. Selon lui, les promoteurs des «quatre initiatives» n'ont qu'un but, détruire notre système de défense générale³.

1. Leçons d'un passé récent

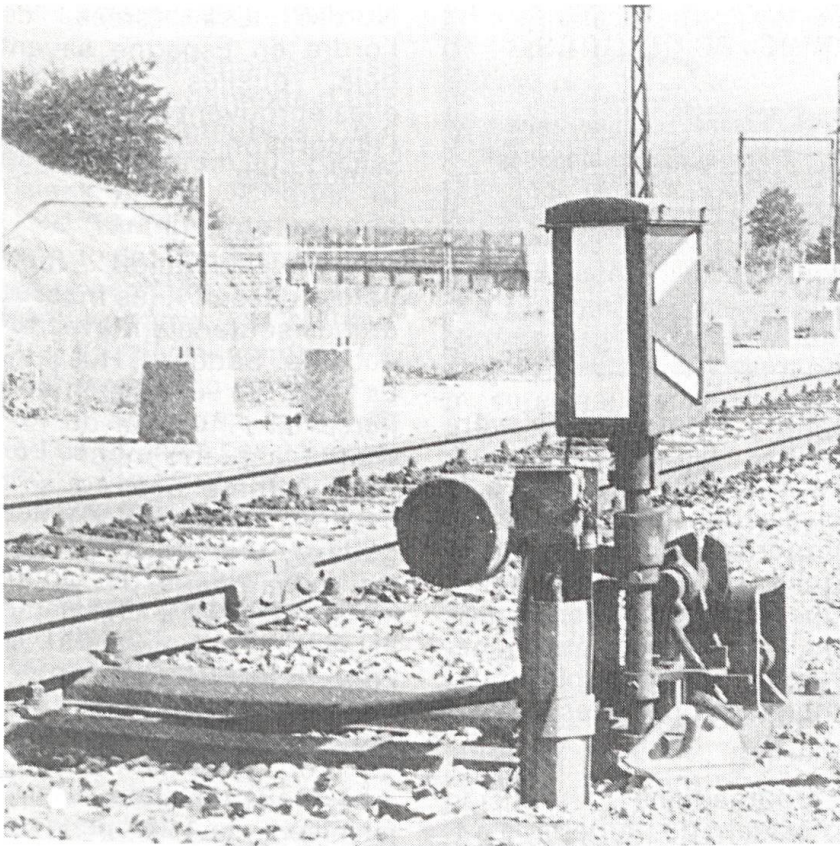
En novembre 1989, la chute du mur de Berlin entraîne une accélération fulgurante de l'évolution politique en Europe: quarante

ans d'après-guerre se trouvent balayés; le communisme, apparemment inébranlable, entre en agonie, après soixante-dix ans de «dictature du prolétariat». Un intense sentiment de liberté et d'espoir submerge les esprits: le vieux continent ne va-t-il pas se trouver bientôt uni de l'Atlantique à l'Oural? Ces mutations, aucun gouvernement, ni à l'Ouest ni à l'Est, ne les avait prévues, donc orientées. Des masses se sont levées, qui ont renversé des gouvernements totalitaires... En 1991, Mikhaïl Gorbatchev se rendait-il compte de l'imminence de la désintégration de l'Union soviétique, pourtant déjà initiée à la périphérie de l'empire?

¹ Titre du dernier livre de Curt Gasteyger: Europa zwischen Spaltung und Einigung. 1945-1990. Köln, Verlag Wissenschaft und Politik (2^e édition), 1991.

² C'est à lui qu'incombe principalement la préparation, la conduite et l'exploitation des exercices joués au niveau de la défense générale, de l'armée et des corps d'armée. Il dirige en outre le programme d'instruction stratégique-militaire et opératif, destiné au commandement militaire supérieur et, en partie, aux autorités civiles. Responsable de veiller à la préparation à la conduite de l'armée, il monte des exercices d'alarme.

³ L'initiative exigeant la diminution de 50% des dépenses militaires tend à faire de notre armée un ensemble de gardes locales; la seconde a pour but de supprimer notre industrie d'armement; la troisième, sur les 40 places d'armes, veut empêcher les troupes de s'instruire correctement; dès lors, des forces armées ne servent plus à rien et il convient de les dissoudre. La quatrième, sur un moratoire concernant le nouvel avion de combat, a pour but d'empêcher la Suisse de disposer d'une «épée» dans son ciel et d'une couverture crédible pour ses formations terrestres. Sans avions de combat moderne, toute organisation de la défense peut être supprimée...



Quelle va être l'orientation de la «voie suisse»? Beaucoup d'incertitudes...

Au sein de la Communauté européenne, mouvements populaires aussi, où une majorité de citoyens, semble-t-il, rejette le traité de Maastricht. L'intégration venue du haut, on l'accepte mal; un fossé sépare gouvernants et citoyens dans les démocraties libérales, et pas seulement en Europe. Le président Bush en sait quelque chose!

Désenchantement... Un ordre nucléaire imposé par les Etats-Unis et l'Union soviétique a cédé la place à un «désordre» international multipolaire. La fin de la guerre froide n'a pas seulement provoqué la destruction de l'Europe de l'Est et de l'Union soviétique,

mais aussi celle du tiers monde qui tentait jusqu'alors de se démarquer du capitalisme et du communisme. Il se trouve maintenant en plein désarroi à cause de son tragique déficit économique. La guerre du Golfe n'a rien résolu au Proche-Orient.

De telles mutations ont justifié une «perestroïka», parfois hâtive et électoraliste, des politiques de sécurité. Les menaces et les risques ne sont plus les mêmes; circonstances aggravantes, les masses ne les perçoivent plus, si bien qu'elles comprennent mal tout effort de défense. Pourtant, les poudrières (pour utiliser l'expression chère

aux diplomates du XIX^e siècle) ne manquent pas: dans l'ancienne Union soviétique, en Europe de l'Est, dans les Balkans, au Proche-Orient, en Afrique du Nord, mais aussi en Europe, parmi les millions d'émigrés où la montée de l'intégrisme fait craindre les pires conséquences. Les réductions des forces armées rendraient difficile la défense de l'Europe, en cas d'opérations majeures.

Après la guerre froide et l'ère des certitudes, l'ère des incertitudes que seule une approche stratégique peut réduire quelque peu. Une lueur cependant pour Curt Gasteyger, l'Europe, avec son mélange de chaos et d'ordre, peut générer du neuf.

2. L'Europe dans un monde dangereux

2.1. La bombe démographique

La croissance démographique s'avère le paramètre le plus inquiétant. La Chine compte 1,2 milliard d'habitants; chaque jour, 40 000 enfants y naissent. A l'aube du XXI^e siècle, l'Inde comptera un milliard d'hommes. Autour de la Méditerranée, 250 millions de personnes aujourd'hui, qui doubleront pratiquement jusqu'en l'an 2000. Dans ce contexte, les Européens, aujourd'hui le 8% de la population mondiale, tomberont à 5% dans vingt-cinq ans.

Le grand polémologue Gaston Bouthoul a démon-

Evolutions démographiques (en millions)

| | Maghreb | France, Espagne, Italie (population confondues) |
|------|---------|--|
| 1990 | 60 | 153 |
| 2000 | 74 | 156 |
| 2025 | 109 | 158 |
| 2050 | 144 | 159 |

Nord»? Les forces de l'ordre en Espagne savent déjà quelles difficultés elles éprouvent à empêcher l'émigration maghrébine clandestine.

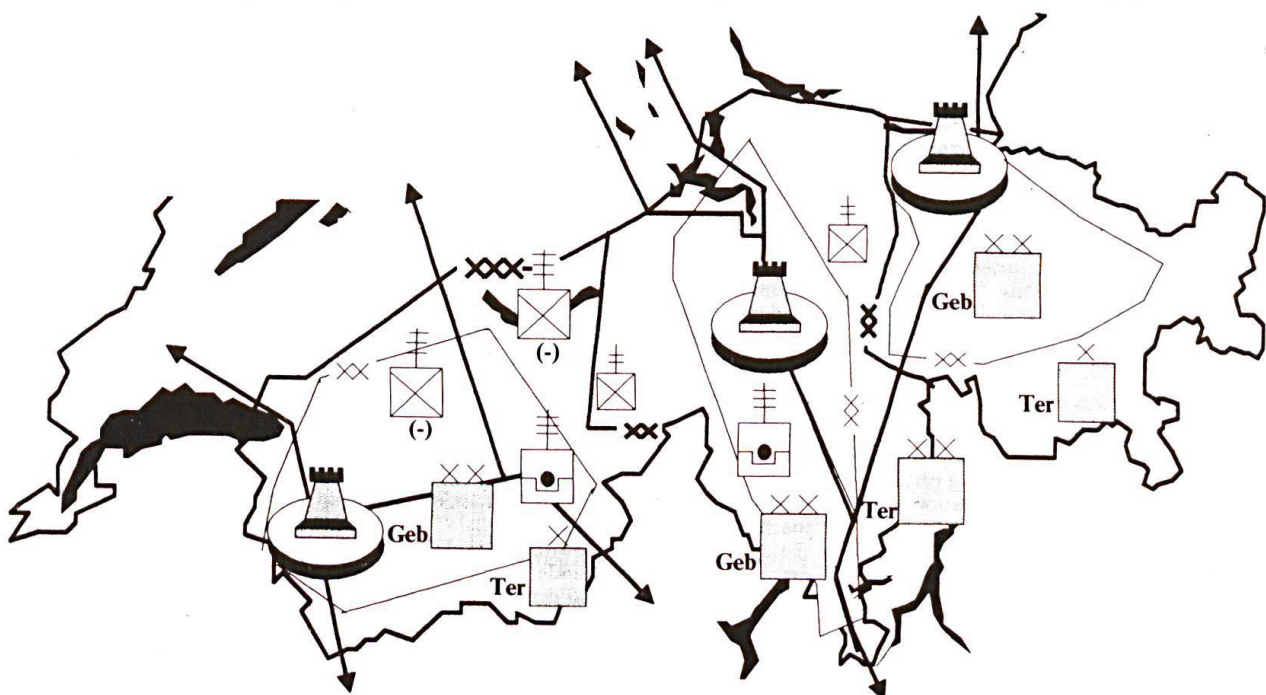
Avant l'opération «Tempête du désert», les masses arabes soutenaient avec fanatisme Saddam Hussein. La rue, au Proche-Orient, percevait l'invasion du Koweït et la guerre menée par l'Irak comme une «guerre sainte», une «croisade des gueux», une revanche sur les milliardaires du Golfe, sur la misère, le chômage, l'austérité imposée par le Fonds monétaire international.

tré que la surpopulation, c'est-à-dire un large excédent d'individus non indispensables à l'économie, génère souvent une agressivité collective. Un tel déséquilibre «pourrait entraîner des conflits internes locaux et un vaste conflit nord-sud: affrontements des stratégies économiques, culturelles, diplomatiques et, éventuellement, (...) vastes infiltrations désordonnées de populations immigrantes, l'équivalent moderne au XX^e siècle des invasions du Moyen Age.»

Cette éventualité s'avère «l'une des plus dangereuses pour l'avenir de la civilisation humaine; (...) il importe d'éviter des déséquilibres démo-économiques tellement démesurés qu'ils pourraient être générateurs de véritables submersions humaines.»

Boumediène, l'ancien président de l'Algérie, n'a-t-il pas dit qu'«un jour viendra où les peuples du Sud devront aller chercher les richesses là où elles se trouvent, dans les pays du

Le sous-développement, la misère, la faim peuvent créer les «troubles de l'insécurité», ainsi qu'une explosion génératrice de flux migratoires et d'agressivité aux effets insoupçonnables.



Le corps d'armée de montagne tient un secteur qui intéresse l'ensemble des Etats européens...

2.2. La bombe intégriste

Un tel phénomène se situe dans le contexte d'une «épidémie intégriste» qui gagne du terrain au Proche-Orient et en Afrique du Nord. L'intégrisme est une forme de fanatisme religieux similaire à celui dont les Européens ont souffert au XVI^e siècle pendant les guerres de religion. On peut l'assimiler à une forme de fascisme, mais pas à une attitude réactionnaire qui ne regarde que vers le passé. Il se veut, en effet, une solution aux problèmes modernes et considère qu'il correspond mieux que la démocratie libérale aux besoins de l'homme d'aujourd'hui. Les masses adhèrent à l'intégrisme, pour secouer leurs aliénations face à l'Occident, à sa réussite économique. Façon d'exprimer sa haine face aux anciens colonisateurs en remontant aux sources premières de la foi religieuse. L'intégrisme s'avère un dangereux mouvement de révolte...

Quand la menace venue de l'Est s'estompe, celle du Sud se réveille... La montée de l'intégrisme chez les travailleurs immigrés musulmans en Europe occidentale, ainsi que l'afflux de réfugiés politiques ou économiques peuvent provoquer des tensions, voire des formes virulentes de désordres et de violences dont on mesure mal les retombées, à une époque où les gouvernements des démocraties post-industrielles éprouvent les plus grandes difficultés à pratiquer, dans ce domaine, une politique ferme et cohérente. Pensons qu'en France, on dénombre 4 millions de musulmans. Les flux de populations peuvent détruire l'Europe, d'autant plus que l'hostilité face aux émigrés y est en augmentation.

2.3. D'autres changements

Depuis la fin de la guerre du Golfe, la lutte pour le contrôle du pétrole se pour-

suit dans le Golfe persique. La carte politique de toute la région risque encore de changer ces prochaines années.

Au Proche-Orient et en Afrique du Nord, l'impérialisme de la Syrie, de l'Irak et de la Lybie, la course aux armements, le risque de prolifération des armes nucléaires, bactériologiques et chimiques concernent directement l'Europe. Les toxiques de combat apparaissent de plus en plus comme «l'arme du pauvre».

L'Iran augmente ses armements d'une manière inquiétante, alors que le monde arabe ne dispose toujours pas de structures convenables de sécurité collective. Se partagent la responsabilité de cette nouvelle course aux armements: la Chine, l'Europe occidentale, les Etats-Unis et la Russie qui, pour se procurer des devises, a un impérieux besoin de vendre les produits de son immense complexe militaro-industriel si difficile à reconvertir, une telle opération étant chiffrée à quelque 150 milliards de dollars! Quatre Etats préparent leur entrée dans le «club» des puissances nucléaires: l'Iran, l'Inde, le Pakistan et la Chine.

Nouvelles constellations en Extrême-Orient et dans le Pacifique. Le Vietnam, avec ses 75 millions d'habitants (à peu près la population de l'Allemagne unifiée), émerge et tout donne à penser que sa «chappe»

Attitude face aux émigrés en Europe

Les quatre cinquièmes des Allemands de l'ex-RDA, les deux tiers des Britanniques et autant de Français sont opposés à de nouvelles immigrations. «En France, en Italie, en Grande-Bretagne, en Espagne et en Allemagne, les partisans d'un contrôle accru forment une écrasante majorité par rapport aux défenseurs du statu-quo.

«La crainte qu'inspire les immigrés sert la cause politique des partis de droite dans toute l'Europe et n'est pas près de disparaître. (...) un citoyen sur quatre de l'ex-Union soviétique aimerait s'installer en Allemagne.»

Erika V.C. Bruce

«Séminaire sur l'opinion publique et l'OTAN: un soutien constant mais non inébranlable», *Revue de l'OTAN*, avril 1992

communiste va disparaître à plus ou moins long terme; une Corée réunifiée pèserait de ses 70 millions d'habitants. Que dire d'un «triangle» Japon - Chine - Russie? Pour de multiples raisons, entre autres historiques, les peuples de cette partie du globe ont des relations à base de méfiance et d'hostilité. Seuls les Etats-Unis, grâce à leur diplomatie et leur présence militaire, sont à même de rassembler des politiques naturellement opposées. D'où l'intérêt de savoir combien de temps Washington restera militairement présent dans la région. On se trouve donc à la veille de changements profonds en Extrême-Orient...

Bill Clinton ne modifiera sans doute pas fondamentalement la politique étrangère de son pays (il n'y a ja-

mais eu de révolution dans ce domaine, quelle que soit la succession à la présidence), mais il va accorder une priorité à l'assainissement intérieur. Pour cette raison, les Etats-Unis risquent de se montrer économiquement plus concurrentiels partout dans le monde et de limiter leur présence stratégique. L'opinion et les dirigeants, aux Etats-Unis, ne veulent plus jouer les gendarmes du monde. A vues humaines, il ne devrait plus y avoir d'interventions américaines semblables à celle de la guerre du Golfe. Un signal annonciateur: Washington «reste aux abonnés absents» dans la guerre civile yougoslave; pour l'administration américaine, la menace soviétique ayant disparu, les Etats européens doivent se charger eux-mêmes du dossier. En manifestent-ils

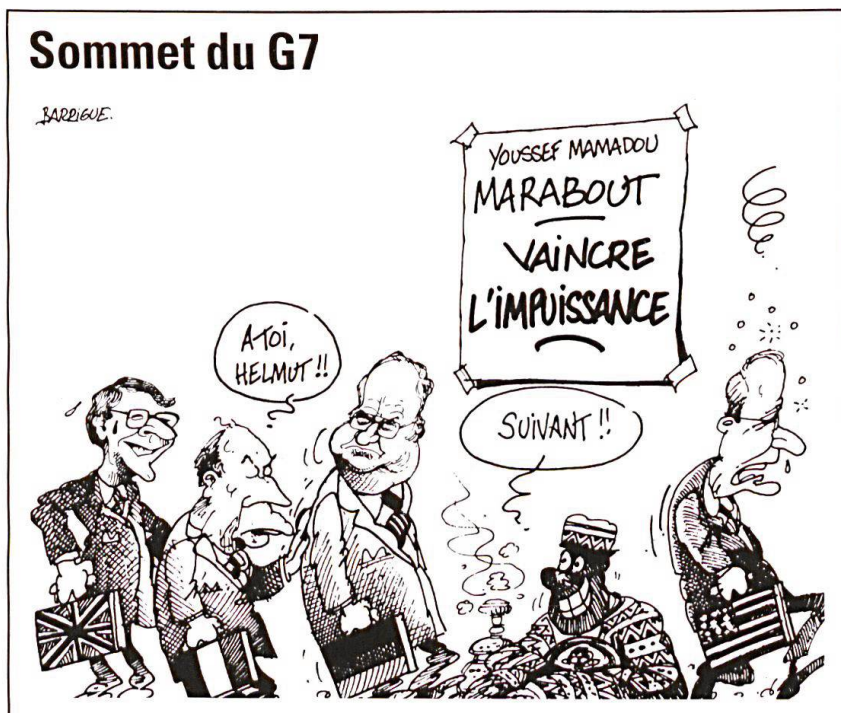
la volonté, disposent-ils des structures supra-nationales adéquates, alors que la situation dans les Balkans n'est pas en voie d'amélioration, tout au contraire?

3. L'Europe menacée de balkanisation?

3.1. L'ancienne Union soviétique, un cocktail explosif

La Russie n'a pas disparu à jamais de l'échiquier des grandes puissances; elle pourrait y revenir avec des forces armées qui inquiéteraient à nouveau ses voisins. Le 80% de ses frontières sont en effet artificielles ou octroyées à l'issue de conférences internationales. D'autre part, rien ne permet d'exclure un retour politique en force de l'armée dans la république de Boris Eltsine, bien que les chefs militaires n'aient pas appuyé le coup d'Etat d'août 1991. On connaît mal ce qui se passe dans les forces russes. Les troupes du ministère de l'Intérieur, si elles le voulaient, empêcheraient une révolte militaire, dans la mesure où les dépôts d'armes et de munitions se trouvent toujours sous leur contrôle.

Les effectifs de nombreux corps de troupes russes avoisinent le 50% des chiffres réglementaires, à cause des désertions et de la paralysie du recrutement. Le commandement ne réduit pourtant pas le nombre des formations, parce que les généraux refusent une solution qui provoqueraient



Barrigüe dans Le Matin, 8.7.92.

Proportions des Russes dans la population totale des républiques

| Républiques | 1959 | 1970 | 1979 | 1989 |
|--------------|------|------|------|------|
| RSFSR | 83,3 | 82,8 | 82,6 | 81,3 |
| Ukraine | 16,9 | 19,4 | 21,1 | 21,9 |
| Biélorussie | 8,2 | 10,4 | 11,9 | 13,1 |
| Moldavie | 10,2 | 11,6 | 12,8 | 12,9 |
| Lituanie | 8,5 | 8,6 | 8,9 | 9,3 |
| Lettonie | 26,4 | 29,8 | 32,8 | 33,8 |
| Estonie | 20,1 | 24,7 | 27,9 | 30,3 |
| Géorgie | 10,1 | 8,5 | 7,4 | 6,2 |
| Azerbaïdjan | 13,6 | 10 | 7,9 | 5,6 |
| Arménie | 3,2 | 2,7 | 2,3 | 1,6 |
| Kazakhstan | 42,7 | 42,4 | 40,8 | 37,6 |
| Kirghizie | 30,2 | 29,2 | 25,9 | 21,4 |
| Ouzbékistan | 13,5 | 12,5 | 10,8 | 8,3 |
| Tadjikistan | 13,3 | 11,9 | 10,4 | 7,6 |
| Turkménistan | 17,3 | 14,5 | 12,6 | 9,5 |

la suppression de certains de leurs postes. Il semble même que leur souci essentiel se limite à obtenir des augmentations de salaires.

De telles attitudes, dignes de la fin de l'Empire romain, n'excluent pourtant pas la prise du pouvoir par un général ou une équipe de conservateurs «musclés». Sans résoudre les problèmes structurels et économiques, un tel coup d'Etat risquerait d'aggraver les risques de conflits en Europe. Lorsque de tels dirigeants se trouvent face à des difficultés intérieures, ils cherchent à les faire oublier en désignant un ennemi extérieur.

Alors que 25 millions de Russes vivent maintenant à l'«étranger» dans les républiques nées de la disparition de l'Union soviétique, il peut devenir tentant pour

les dirigeants de Moscou de «repousser» les frontières pour les protéger. Les atermoiements de Boris Eltsine à propos du repli de ses troupes de Lettonie fournissent peut-être un indice, le gouvernement letton refusant d'accorder les droits politiques aux Russes vivant sur le territoire de la république, avant qu'ils ne parlent la langue lettonne.

Dans un contexte de nationalisme, de chaos économique et de violence sanglante, nombre de citoyens, dégoûtés des échecs des rénovateurs, accepteraient un glissement vers un totalitarisme «brun» (de tendance fasciste) ou «rouge», vraisemblablement pas un régime de type stalinien, car ce système est totalement disqualifié. Et si le pouvoir passait aux mains de partisans d'un ordre

fondé sur le patriotisme et le rejet du capitalisme? Des mouvements similaires se développent dans d'autres pays de l'Est dont les populations ne voient plus d'un bon œil la social-démocratie remplacer le socialisme marxiste.

Un empire, même éclaté, demeure dangereux, lorsque ses armes nucléaires se trouvent disséminées, alors que le pouvoir central a disparu. En cas de guerre civile, les autorités de certaines républiques risqueraient de perdre le contrôle d'une partie de quelque 27 000 armes nucléaires, certaines tombant alors dans les mains d'extrémistes. Celles-ci ne semblent pas forcément mieux gardées que les dépôts d'armes conventionnelles où les nationalistes de tous poils se sont servis. Les protagonistes d'une guerre civile les utiliseraient pour écraser un adversaire haï. De tels conflits s'avèrent propices aux mesures extrêmes.

Le risque pour l'Europe, ce seraient les conséquences d'explosions nucléaires sur territoire de l'ancienne Union soviétique. L'état de délabrement des centrales nucléaires fait peser une menace somme toute semblable. Le président du groupe Asea-Boverly a déclaré que «certaines centrales des pays de l'Est sont des bombes à retardement.» Oui, des Tchernobyls civils et militaires restent possibles.

Autre danger: des dirigeants, aux abois à cause

de la banqueroute financière, vendent une partie de leur arsenal nucléaire, des masses d'armes conventionnelles à des Iraniens, Algériens, Irakiens, Libyens, Pakistanais ou autres Coréens du Nord. Ce problème inquiète les responsables américains; depuis la mi-décembre 1991, la CIA se trouve en état d'alerte, car on craint que l'ancienne Union soviétique connaisse les désordres «les plus significatifs depuis la révolution de 1917», entraînant des risques sans précédent de guerre civile à la manière yougoslave... avec des armes nucléaires en plus. Trois missions ont été données à la CIA:

- situer, 24 heures sur 24, les armes nucléaires de l'empire éclaté,

- connaître les systèmes de contrôle et de mise à feu des armes stratégiques et tactiques, identifier les quelque centaines d'officiers qui en possèdent les clés et savoir quelle est leur compétence de décision,

- approcher environ 2000 savants possédant le savoir-faire nucléaire et susceptibles de se vendre au plus offrant, tout faire pour qu'ils viennent aux Etats-Unis.

Les autorités de Moscou se montrent conscientes de ces problèmes, puisqu'elles ont fait appel à un spécialiste allemand, un général de la Bundeswehr, pour qu'il mette en place un système de contrôle fiable des armes nucléaires, avec clés, mots de passe etc.

Si les Etats de l'ancienne Union soviétique basculaient dans le chaos, ceci provoquerait un désordre mondial, entraînerait dans la tourmente les petits Etats d'Europe centrale. Alexandre Kabalov, dans un roman étrange, évoque Moscou devenue un Beyrouth apocalyptique. Malgré la dictature d'un général qui ne contrôle plus que le Kremlin, les habitants vivent l'arme à l'épaule. Ce

récit concrétise une épidémie de peurs variées qui secoue les républiques où beaucoup croient à l'éventualité d'une atroce guerre civile.

Une telle hypothèse n'empêchait pas le général français Pierre Gallois d'écrire en décembre 1991 qu'«à long terme, l'hypothèse d'une reconstitution d'un vaste et puissant empire sous l'égide de Moscou n'est pas à négliger. N'oublions qu'en 1919-1920, la Russie en cours de socialisation se trouvait dans une situation en tout point beaucoup plus critique qu'elle ne l'est aujourd'hui. Vingt ans plus tard, elle tenait tête, victorieusement, aux armées du Ille Reich pour devenir, ensuite, en dépit de quelque 60 millions de pertes en vies humaines, la première des puissances militaires (...).»

H. W.

(à suivre)

«Point de défense nationale possible si, derrière les bétonnages de la couverture, le pays est livré à la démagogie parlementaire, aux compromis et aux combinaisons de partis.»

Gonzague de Reynold
Conscience de la Suisse (1938)